



L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a jugé dimanche que le souhait de la France de pouvoir suspendre provisoirement les accords de Schengen de libre circulation des personnes au sein de l'UE, était "une erreur" et "un mauvais signal".

"Ce qui n'a pas fonctionné c'est la solidarité entre la France et l'Italie", a estimé le président de République solidaire, invité du "Grand rendez-vous" Europe1/Le Parisien-Aujourd'hui en France.

Pour lui, il "faut faire fonctionner Schengen" et "renforcer les moyens humains et technologiques pour éviter que l'Europe ne soit une passoire".

Il a cité à cet égard le renforcement de Frontex (Agence européenne de surveillance des frontières).

Alors que la France préconise aussi la création d'un corps de gardes-frontières, M. de Villepin a fait valoir qu'il avait lui-même fait cette proposition.

A ses yeux, suspendre les accords de Schengen, "c'est reporter le problème", c'est une "fuite en avant", alors qu'il faut au contraire "établir de vrais contrôles aux frontières extérieures de l'Europe".

S'agissant du problème de l'afflux de migrants tunisien et libyens notamment en Italie, M. de Villepin a jugé qu'il fallait "demander aux Italiens d'assumer leurs responsabilités de pays d'entrée de l'immigration et nous devons donner à l'Italie, comme aux autres pays du pourtour européen (...) les moyens efficaces de mettre en place des dispositifs".

Il a reconnu sur ce sujet que la France n'avait "pas à accepter l'entrée chez elle d'illégaux". "Veillons, a-t-il dit, à ne pas donner le sentiment aux Français que la politique est impuissante".

Tous droits réservés - Les Echos 2011